

PROJET KISILI FINANCÉ PAR USAID/OFDA & FFP

RAPPORT D'ÉVALUATION RAPIDE DES BESOINS
DE 566 MENAGES DEPLACES INTERNES

DANS LA COMMUNE D'ANDERAMBOUKANE,
CERCLE D'ANDERAMBOUKANE,
RÉGION DE MENAKA DU 09 au 13 FEVRIER 2018



CRS MALI

Représentant Résident
Niek de Goeij
00.223.76.40.93.00
niek.degoeij@crs.org

Coordinateur des Programmes d'Urgence
Lamine Diallo
00.223.82.00.90.83
lamine.diallo@crs.org

I. INTRODUCTION

A. CONTEXTE

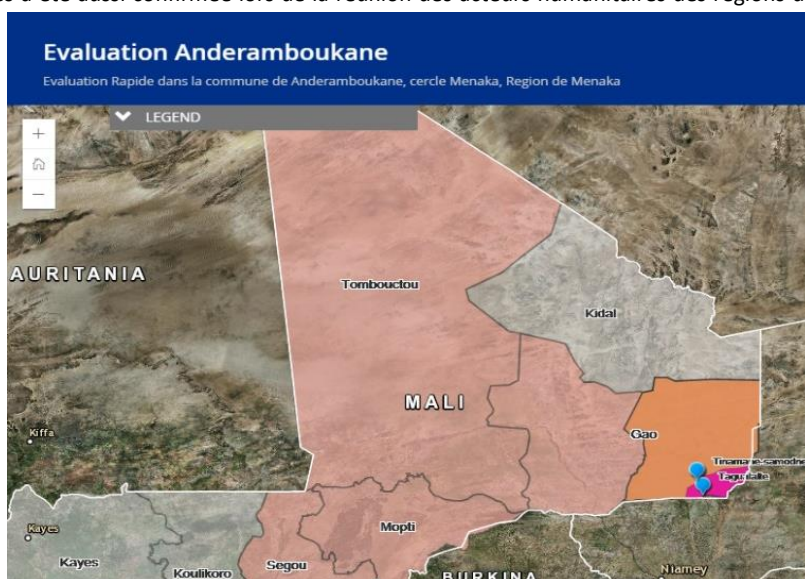
En date du 25 Janvier 2018, CRS a été informé, par son partenaire local, GARDL, d'un mouvement important de populations dans la commune de Anderamboukane, dans la région de Gao. Ce mouvement de personnes signalée dans ladite zone est survenu à la suite de l'affrontement opposant les combattants des groupes armés de la Plateforme constitués du GATIA¹, MSA² et ceux de la CMA³ à Takalote, près de Kidal. Fuyant ainsi les zones de tensions entre les groupes armés, les populations déplacées se sont dirigées vers différents villages et Sites de la Commune d'Anderamboukane.

Les informations additionnelles ont été transmises par les Autorités Locales de la Commune qui ont eu à effectuer une mission d'analyse du contexte et de sensibilisation des communautés hôtes ainsi que les personnes déplacées au niveau des sites d'accueil. Il ressort de cette mission de terrain que les déplacements de populations ont été exacerbés par l'occupation des positions tenues du GATIA et groupes alliés par la CMA dans la ville de d'Anderamboukane, le 22 Janvier 2018. Ceci a entraîné une crainte de représailles ou un éventuel règlement de compte entre les deux groupes armés qui pourraient affecter les biens et l'intégrité des populations vivant dans cette zone.

Cette alerte portant sur le mouvement de personnes a été aussi confirmée lors de la réunion des acteurs humanitaires des régions de Gao et de Ménaka sous l'égide d'OCHA-Gao ainsi que par la Direction Régionale du Développement Social et de l'Economie Solidaire de Ménaka à travers son Service Local, qui a annoncé au préalable une identification de 563 ménages.

A ces ménages, 3 nouveaux ménages supplémentaires ont été signalés par les autorités locales faisant ainsi un total de 566 ménages déplacés qui vivent dans des conditions précaires dans les Sites d'accueil. Lien de la carte [ICI](#).

Ainsi, dans le cadre de la mise en œuvre de son Projet de Mécanisme d'Intervention Rapide dénommé « KISILI II » financé par l'USAID / OFDA & FFP, CRS a notifié à OCHA son positionnement pour conduire une évaluation rapide des besoins multisectoriels des ménages déplacés dans la zone. Cette évaluation des besoins de ces ménages déplacés qui a été conduite par CRS en collaboration avec son partenaire local, l'ONG GARDL et le Service Local du Développement Social de Ménaka, s'est déroulée du 9 au 13 Février 2018 dans les sites de Amzague, Insikak, Intazabote, Intirikene, Tagualalte, Tinamane-samodnene de la Commune de Anderamboukane.



B. PROFIL DE LA COMMUNAUTE TOUCHÉE

La population déplacée ciblée par cette évaluation est constituée principalement de Tamasheq, d'Arabes et de Daoussak installées sur 6 sites cités ci-haut de la commune et se situant entre 18 à 41 Km environ du Chef-lieu de la Commune d'Anderamboukane.

¹ Groupe d'Auto-défense Touareg IMGHAD ET Alliés (GATIA)

² Mouvement pour le Salut de l'Azawad (MSA)

³ Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA)

Les Sites de Amzague et Intazabote regroupent 65% des ménages déplacés. Vingt-neuf (29%) de la population affectée pourraient être considérées comme des groupes vulnérables comme des enfants de moins de cinq ans et des personnes âgés (plus que 60 ans).

La population ciblée vive essentiellement du travail occasionnel, du petit commerce et de l'élevage. Le tableau 1.0 ci-dessous détaille davantage la situation des ménages par secteur d'activités.

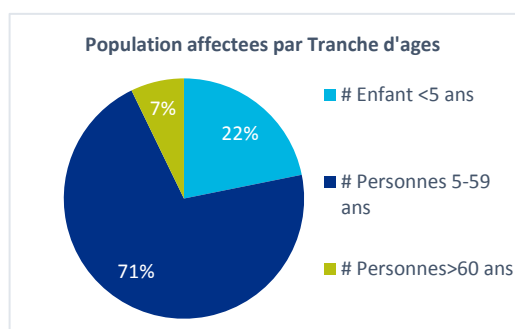


Tableau 1.0 : Les activités font par les ménages

Activité principale	Travail occasionnel	Petit commerce	Elevage	Artisanat	Travail agricole	Pêche	Aucune	Total
# ménages	240	151	116	27	25	5	2	566
% ménages	42%	27%	20%	5%	4%	2%	0%	100%

C. METHODOLOGIE D'IDENTIFICATION

Pour identifier les ménages déplacés, l'équipe d'évaluation a procédé à la fois par une analyse et une vérification des listes par sites fournies par les autorités locales notamment le Service Local du Développement Social avec l'appui des Chefs de site.

Ainsi, l'ensemble des 566 ménages déplacés initialement signalés par les Autorités locales de ladite Commune ont été identifiés et enregistrés sur place sur l'ensemble des sites de porte à porte avec des coordonnées GPS précises. Les photos d'identité des représentants de ménage ont été aussi prises.



Installation d'un ménage déplacé à Intazabote. Photo Agent par CRS.

Chaque personne enregistrée a reçu une carte d'identification avec un code-barre. La démographie des ménages touchés par cette évaluation dont les statistiques sont basées sur les données du Recensement Géographique de la Population et l'Habitat de 2009 (RGPH) est décrite dans Tableau 2.0 ci-dessous de la Commune de Anderamboukane.

Tableau 2.0 : Démographie des ménages

Démographie de la population	Population Totale de la Zone	Ménages dans la zone	Personnes touchées	Ménages touchés	Femmes Chef de ménage	Hommes Chef de ménage	Personnes Handicapées	Femmes enceintes	Femmes allaitantes
# de personnes	11038	1890	4411	566	221	345	117	154	346
% de la population	100%	N/A	40%	30%	39%	61%	3%	3%	8%

D.SITUATION SECURITAIRE & ACCES HUMANITAIRE :

La situation sécuritaire dans la région de Ménaka est très élevée et vient en second lieu, après Kidal, dans le classement des régions du Nord du Mali qui ont enregistré le plus grand nombre d'incidents sécuritaires. La zone de Ménaka fait partie des régions où les incidents sécuritaires ont impacté également les Organisations humanitaires et entraîné une suspension des leurs activités dans ladite zone pendant la période Novembre à Décembre 2017. Selon INSO, de la date de l'alerte du 22/01/2018 à la date de la présente l'évaluation, 19 incidents dont 2 attaques ciblant les positions des Forces Armées maliennes, 3 affrontements Groupes d'Opposition Armés (GOA), 5 cambriolages des locaux d'ONG, 7 braquages dont 3 véhicules et 4 motos, 2 incidents d'explosif (IED) sur l'axe Menaka-Indelmane ont été enregistrés dans la région.

Ces incidents perpétrés, pour la plupart, par les Groupes d'Opposition armés ont entraîné en fin 2017 des pertes en vies humaines (au niveau des Forces armées maliennes et de la MINUSMA) et au niveau des moyens logistiques. Dans la zone, la population continue de subir les conséquences de cette insécurité résiduelle avec des déplacements des personnes vers différentes localités de la région en quête de site d'accueil paisible.

La commune d'Anderamboukane est accessible à partir de la route latéritique à une distance de 95 km de Ménaka, Chef-lieu de Région. Au cours de l'évaluation, la présence de GATIA et la CMA a été constatée au niveau du Chef-lieu de la commune. Les CMA mènent des patrouilles de routine dans la ville d'Anderamboukane.

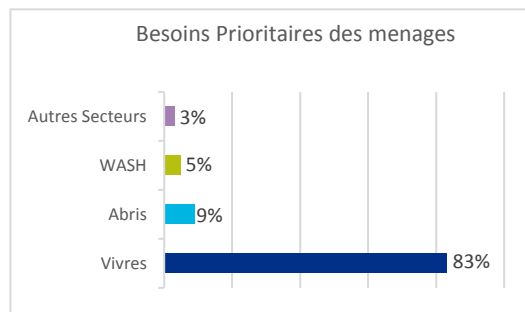
Les incidents majeurs sont les braquages de véhicules et de motos en plus des engins explosifs contre les Forces Armées, l'enlèvement des personnes et des biens sur les axes.

II. RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION RAPIDE :

A. BESOINS PRIORISÉS

Après l'analyse des données, il ressort de cette évaluation que les premiers besoins prioritaires sont :

1. Les vivres : 83%
2. Abri d'urgence : 9%
3. WASH : 5%



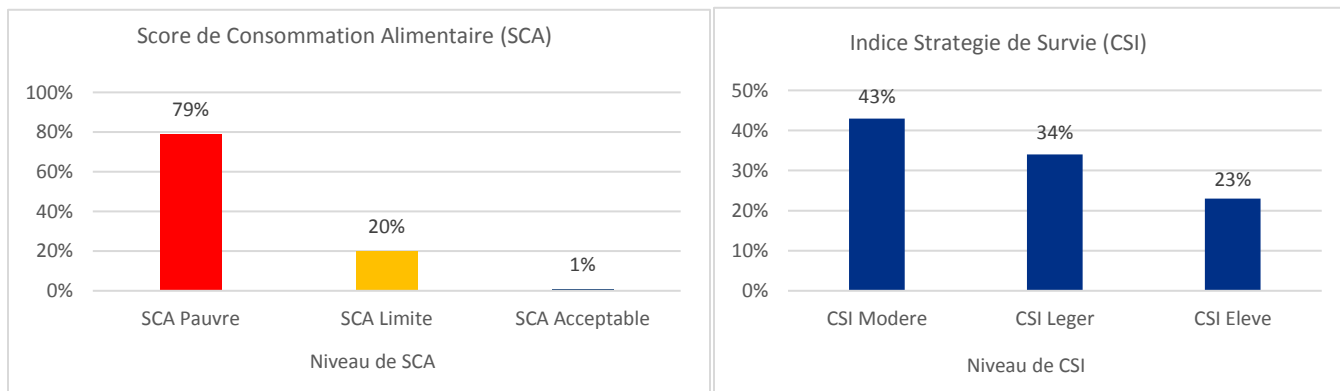
B. BESOINS HUMANITAIRES PAR SECTEUR

B.1. SECURITE ALIMENTAIRE

La sécurité alimentaire vient en première position des besoins globaux ménages, soit 83%. Selon les résultats des informations collectées, l'ensemble des ménages ne dispose pas de stock de vivres pour la consommation de la semaine, vivant ainsi du jour au jour. Les données de l'évaluation soutiennent que 80% de ménages ne mangent que 2 fois par jour contre 18% qui mangent qu'une seule fois par jour.

L'analyse du score de consommation alimentaire montrent que 79% des ménages ont un score de consommation pauvre contre aussi 20% dont le score de consommation est limité. L'indice de la Stratégie de survie est modéré pour 43% et élevé que pour 23% des ménages évalués. Pendant la période d'évaluation, les déplacés n'ont pas encore reçu aucune assistance alimentaire alors que l'interprétation des données et les observations indiquent une situation très précaire dans ce domaine. Bien vrai, que le CSI montre qu'à la période de l'enquête, les stratégies négatives ne sont pas encore beaucoup adoptées, la situation alimentaire précaire pour rapidement changer cette donne. Ainsi, une assistance d'urgence en sécurité alimentaire est nécessaire pour permettre aux ménages de satisfaire leur besoin alimentaire et nutritionnel.

Les graphiques ci-dessous présentent la situation du score de la consommation alimentaires et l'indice de la stratégie de survie au niveau des ménages ciblés par l'enquête.



B.2. ABRIS

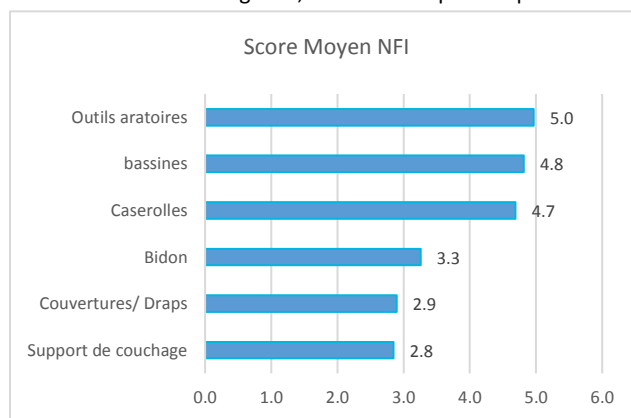
Le secteur des abris occupe la seconde place des besoins prioritaires des ménages cibles par l'évaluation avec 9%. Au niveau des sites d'accueils, les ménages cibles dorment, pour la plupart, sous des tentes improvisées et en quasi-totalité dans un mauvais état. Ces abris sont faits à la base des peaux d'animaux de bois et de paille complétés des fois par des anciens habits déchirés, selon aussi le constat sur

le terrain. Une assistance dans ce domaine contribuerait à améliorer les conditions de protection de ces ménages, et surtout des aléas climatiques.

B.3 NFI

Les articles non alimentaires (NFI) sont classés en troisième position après les vivres et les abris d'urgence, avec 3%. Les préoccupations majeures dans ce secteur pour cette population affectée par le mouvement portent sur les ustensiles de cuisine (cité par 48% des ménages), les bidons de stockages de l'eau (cité par 25% des ménages) et les supports de couchage (cité par 22% de ménages).

Le graphique ci-contre présente la situation du score card NFI des ménages enquêtés. Selon les données collectées, 69% des ménages ont un score NFI supérieur à 3,8 qui est le seuil d'urgence du cluster NFI au Mali qui est de 3.8. Ce qui confirme les besoins ainsi exprimés par les ménages dans ce secteur.



B.4. WASH

Comme le démontre dans le tableau 3.0, la plupart des ménages déplacés, soit 91% ont comme principale source d'eau, les puits creusés non protégés, et 9% utilisent les eaux de surface.

Tableau 3.0 : Les Principales Sources d'Eau Utilisées

Principales Sources d'Eau Utilisée	Puits creusés non protégés	Eau de Surface (rivière, lac, mare)	Grand Total
# Ménages	516	50	566
% Ménages	91%	9%	100%

Il ressort de l'analyse des données collectées que le traitement de l'eau d'une manière quelconque pour la rendre potable ne fait pas partie des habitudes de vie de ces populations enquêtées car seulement moins de 3% ont affirmé traiter parfois l'eau destinée à la consommation. D'autre part, 92% des ménages concernés par cette évaluation ne disposent pas de récipients avec fermeture pour le stockage d'eau de boisson. Au cours de l'évaluation des connaissances, plus de la moitié des répondants soit 65% connaissent les moments critiques de lavages des mains. L'appréciation des données démontre que la quasi-totalité (98) des ménages se lavent les mains avec de l'eau simple et que seulement quelques-uns qui utilisent le savon et de l'eau pour se laver les mains.

Ainsi, la dotation de ces ménages en kits pour le stockage et le traitement de l'eau de consommation est une nécessité. Des séances de sensibilisation sur les bonnes pratiques en matière de WASH permettront de renforcer les connaissances des personnes ciblées et d'adopter les bonnes pratiques tout en réduisant les maladies liées au manque d'hygiène y compris la défécation à l'air libre qui a été constatée au cours de la mission au niveau des sites d'accueil.

B.5. AUTRES SECTEURS

Secteur	Besoins Humanitaires	Réponses Fournies	Gap(s) à Combler	Autres Informations
MOYENS DE SUBSISTANCE	<ul style="list-style-type: none"> Les principales activités économiques de ces ménages sont : le travail occasionnel (42%) ; le petit commerce (27%), l'artisanat (5%) ; L'agriculture (4%) ; 97% des ménages trouvent que la dynamique et l'équilibre de leurs activités principales ont été affectées par la situation 	<ul style="list-style-type: none"> Aucune action constatée par l'enquête. 	<ul style="list-style-type: none"> Un appui est nécessaire pour aider les ménages affectés à restaurer l'équilibre de leur moyen de subsistance ; Cependant, pour mieux appréhender ce secteur, il serait plus judicieux de faire une évaluation des moyens d'existence. 	L'insécurité étant très volatile dans la zone, il faudra en tenir compte dans toute action de redynamisation des économies locales

NUTRITION	<ul style="list-style-type: none"> • La population ciblée par cette évaluation est constituée de 8% de femmes allaitantes et 3% de femme enceintes. • Les enfants de moins de 5 ans y représentent 22%. 	<ul style="list-style-type: none"> • Aucune action n'a été constatée par l'enquête pour les ménages cibles. 	<ul style="list-style-type: none"> • Une évaluation plus approfondie est nécessaire pour identifier les véritables besoins en nutrition. 	<ul style="list-style-type: none"> • L'évaluation rapide ne permet pas d'appréhender la problématique de la nutrition en profondeur ; • Cependant au regard des difficultés auxquelles sont confrontés les ménages pour assurer leur sécurité alimentaire, le risque de malnutrition dans ce secteur pourrait être élevé.
SANTÉ	<ul style="list-style-type: none"> • Dans le secteur de la santé, 75% de la population enquêtée estime avoir accès à la santé ; • Un CSCOM⁴ est disponible au niveau du site de Tagualate et fréquenté par les populations installées sur le site de Intirikene situé à 5 km ; • Les sites de Amzague, Intazabote, Insikak et Tinamane samodnene ont l'accès au CSCOM d'Anouzagrene distant en moyenne de 6km des sites d'accueil. • Le centre de santé est fonctionnel et selon les informations collectées, les soins sont accessibles à tous dans ce centre y compris les personnes déplacées. 	<ul style="list-style-type: none"> • Aucune action n'a été constatée par l'enquête pour les ménages cibles. 	<ul style="list-style-type: none"> • Cependant le centre est confronté à des difficultés liés à la disponibilité des produits médicaux. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les maladies dermiques, le paludisme, les infections, respiratoires aiguës et les maladies diarrhéiques sont les plus fréquemment recensées au niveau des centre de santé ; • Selon les informations collectées au niveau des agents de santé, ces maladies seraient liées aux conditions d'hygiène d'eau et d'assainissement.
PROTECTION	<ul style="list-style-type: none"> • Selon le constat fait sur le terrain, les communautés hôtes et les ménages déplacés sont de même groupe ethnique, le tamasheq ; • Les Daoussak et les arabes n'ont pas de problèmes particuliers entre eux ; 	<ul style="list-style-type: none"> • Aucune action n'a été constatée par l'enquête pour les ménages cibles. 	<ul style="list-style-type: none"> • La problématique de protection n'a toutefois pas été approfondie pour déterminer les besoins spécifiques dans ce secteur ; 	<ul style="list-style-type: none"> • Les ménages déplacés et la communauté hôte partagent des valeurs sociales, culturelles et historiques et vivent en harmonie.
EDUCATION	<ul style="list-style-type: none"> • Les enfants de 6 à 17 ans représentent 34% de la population totale affectée et ont l'âge de la scolarisation ; • 47% de ces enfants sont des filles ; • 98% de l'ensemble de ces enfants en âge de la scolarisation ne vont pas à l'école ; • La fermeture des écoles aussi bien dans les villages d'accueil (48%) que dans les zones d'origine (29%) sont les principales raisons qui font que beaucoup d'enfants ne vont pas à l'école ; • Le site d'accueil ne dispose pas d'infrastructure scolaires. • Cependant, tous les répondants des ménages enquêtés affirment entreprendre des initiatives d'inscription/ réinscription des enfants à l'école accessible depuis le chef-lieu de la commune. 	<ul style="list-style-type: none"> • Au niveau du chef -lieu de la commune, aucune école n'est fonctionnelle dans les sites d'accueil des personnes déplacées. 	<ul style="list-style-type: none"> • Prendre des dispositions pour que les enseignants regagnent leurs postes pour la mise en route des écoles dans un cadre sécurise pour les enfants. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les sites d'accueil des PDIS d'Anderamboukane souffrent de manque d'enseignants. Ce phénomène est généralisé dans la région de Ménaka.

⁴ Centre de Sante Communautaire (CSCOM)

C. ANALYSE SUCCINCTE DU MARCHÉ

La population ciblée par l'évaluation fréquente le marché d'Anderamboukane et celui de Tagualalte. A part le site de Intirikene qui est à 5 km, tous les autres tels que Amzague, Intazabote, Insikak, et Tinamane-samodnene sont situés dans un rayon de 7 km d'Anderamboukane, dont la foire se tient tous les lundis. Le marché d'Anderamboukane est approvisionné en produits alimentaires de base et en produits non alimentaires par les commerçants locaux venant de Niamey (Niger), de l'Algérie et de Ménaka.

Selon 90% des personnes enquêtés, le marché local est suffisamment fourni en produits alimentaires de base. De même, 84% trouvent que la qualité de ces produits est satisfaisante contre 9% qui les trouvent peu satisfaisant. En ce qui concernent les articles non alimentaires, les kits abris et WASH, l'ensemble des personnes ont soutenu leur disponibilité suffisance de qualités satisfaisante sur le marché local

III. CONCLUSION & RECOMMANDATIONS

Au regard des résultats et des constats faits par cette évaluation, il est recommandé aux acteurs humanitaires d'apporter :

- ❖ Une assistance alimentaire pour permettre aux ménages affectés de satisfaire leur besoin alimentaire et nutritionnel urgents pour une période d'un mois au moins ;
- ❖ Une assistance dans le domaine des abris pour permettre aux ménages d'accéder à des espaces de vie sûres ;
- ❖ Dans le secteur du WASH, une dotation des ménages en kits pour le traitement de l'eau de consommation, de stockage et d'intégrer les séances de sensibilisations sur le traitement des eaux de boissons et l'utilisation du savon et/ou autre désinfectant pendant les moments critiques pour les lavages des mains afin de se prévenir des maladies diarrhéiques ;
- ❖ Des évaluations plus approfondies dans les domaines comme la nutrition, la protection, l'éducation et la santé pourront mieux édifier sur ces secteurs ;
- ❖ Compte tenu de la situation sécuritaire dans la zone, toute assistance devra intégrer le suivi et la mise jour sécuritaire pour la sécurité des interventions, du staff et des bénéficiaires.